

PARTIE III

Il est entendu que la Charte contient des engagements juridiques de caractère international dont l'application est soumise au seul contrôle visé par la partie IV.

Article 20, paragraphe 1^{er}

Il est entendu que les « paragraphes numérotés » peuvent comprendre des articles ne contenant qu'un seul paragraphe.

PARTIE V

Article 30

Les termes « en cas de guerre ou en cas d'autre danger public » seront interprétés de manière à couvrir également la menace de guerre.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 2789

26 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
fixant les règles relatives à la présentation des budgets et à la comptabilité
de la « Radio-Télévision de la Communauté française (R.T.B.F.) »

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 7 modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 1957;

Vu le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.), notamment les articles 21 et 22, alinéa 3;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre-Président ayant l'audiovisuel et la tutelle sur la R.T.B.F. dans ses attributions,

Vu la délibération de l'Exécutif du 16 juillet 1990,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Du budget*

Article 1er. Le budget de la « Radio-Télévision de la Communauté française (R.T.B.F.) » est constitué :

1° De l'acte par lequel la R.T.B.F. évalue toutes ses recettes et toutes ses dépenses, quelles qu'en soient l'origine et la cause, au cours de l'année pour laquelle il est élaboré.

2° Du plan d'investissement autorisant tous ses engagements d'investissement et justifiant la charge d'amortissement des biens dont l'acquisition est prévue durant l'exercice de l'année en cours.

3° Du plan de trésorerie afférent à l'année budgétaire considérée.

Un exposé général définissant les grandes lignes d'action de la R.T.B.F. pour l'année concernée est joint au budget.

Par recettes, on entend tous les produits mentionnés dans la classe 7 du plan comptable minimum normalisé annexé à l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé.

Par dépenses, on entend toutes les charges mentionnées dans la classe 6 du même plan.

Art. 2. L'imputation budgétaire est basée sur le document qui constate l'existence et l'étendue de l'opération.

Art. 3. Les évaluations portées au tableau des produits du budget ne sont pas limitatives du produit à recueillir.

Les produits doivent être imputés aux rubriques et sous rubriques en regard desquelles ils sont prévus.

Art. 4. Les crédits postulés au tableau des charges limitent celles-ci au montant total fixé.

Les charges doivent être imputées aux rubriques et sous rubriques en regard desquelles elles sont effectuées.

Art. 5. Lorsque le Conseil de la Communauté française modifie, dans le projet de budget de la Communauté, un crédit prévu au profit de la R.T.B.F., les organes de gestion de la R.T.B.F. remanient le budget de celle-ci pour tenir compte de ces modifications; ils le soumettent à nouveau à l'approbation du Ministre exerçant le pouvoir de tutelle dans le délai d'un mois à dater de la publication au *Moniteur belge* du décret modifiant le crédit.

CHAPITRE II. — *De la tenue de la comptabilité*

Art. 6. La R.T.B.F. doit tenir une comptabilité appropriée à la nature et à l'étendue de ses activités.

Celle-ci doit couvrir l'ensemble de ses opérations, de ses avoirs et droits de toute nature, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature.

Art. 7. La comptabilité est tenue selon un système de livres et de comptes et conformément aux règles usuelles de la comptabilité en partie double.

Les opérations sont inscrites sans retard, de manière fidèle et complète et par ordre de dates, soit dans un livre journal unique soit dans un journal auxiliaire, unique ou subdivisé en journaux spécialisés. Elles sont méthodiquement inscrites ou transposées dans les comptes qu'elles concernent.

Les mouvements totaux enregistrés au cours de la période dans le journal auxiliaire unique ou dans les journaux spécialisés font mensuellement au moins l'objet d'une écriture récapitulative dans un livre central.

Cette écriture récapitulative comporte soit le montant total des mouvements enregistrés dans l'ensemble de ces journaux auxiliaires, ventilés selon les comptes généraux ou les rubriques de synthèse prévus au plan comptable de la R.T.B.F. soit, lorsque la technique comptable adoptée par la R.T.B.F. comporte l'inscription simultanée des données dans les journaux auxiliaires et dans les comptes concernés, le total des mouvements enregistrés dans chacun de ces journaux auxiliaires.

Les comptes ouverts sont définis dans un plan comptable approprié à l'activité de la R.T.B.F. Celui-ci est tenu en permanence au siège de la R.T.B.F.

Art. 8. Le plan comptable visé à l'article 7 doit être conforme dans sa teneur, sa présentation et sa numérotation au plan comptable minimum normalisé annexé à l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé.

La libellé des comptes prévus au plan comptable minimum normalisé peut être adapté aux caractéristiques propres de l'activité du patrimoine et des produits et charges de la R.T.B.F.

Les comptes qui y sont prévus et qui sont sans objet pour la R.T.B.F. ne doivent pas figurer dans son plan comptable.

Art. 9. Toute écriture s'appuie sur une pièce justificative datée et porte un indice de référence à celle-ci.

Art. 10. A la date du 31 décembre, la R.T.B.F. procède avec bonne foi et prudence, aux opérations de relevé, de vérification, d'examen et d'évaluation nécessaires pour établir un inventaire complet de ses avoirs et droits de toute nature, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature relatifs à son activité et des moyens propres qui y sont affectés.

Cet inventaire est ordonné de la même manière que le plan comptable de la R.T.B.F.

Les comptes sont, après mise en concordance avec les données de l'inventaire, synthétisés dans un état descriptif constituant les comptes annuels.

Ces comptes annuels et les pièces de l'inventaire qui les appuient sont transcrits dans un livre; les pièces dont le volume rend la transcription difficile sont résumées dans le livre auquel elles sont annexées.

Art. 11. § 1er. Les livres sont tenus par ordre de dates, sans blancs ni lacunes. En cas de rectification, l'écriture primitive doit rester lisible.

§ 2. Les livres et journaux sont tenus de manière à garantir leur continuité matérielle ainsi que la régularité et l'irréversibilité des écritures.

Ils peuvent être tenus sous forme de registres, sur feuilles mobiles ou sur tout autre support approprié; toutefois, si ce support n'assure pas l'inaltérabilité des données qui sont enregistrées, celles-ci doivent également être constatées par un document écrit directement intelligible.

§ 3. Les livres et journaux sont visés et paraphés par le ou les réviseurs d'entreprises chargés de la mission prévue à l'article 13 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

§ 4. La R.T.B.F. est tenue de conserver ses livres au moins aussi longtemps que le prescrit l'arrêté royal du 25 novembre 1952 « fixant les délais après lesquels les archives déposées à la Cour des comptes pourront être supprimées ».

Art. 12. La R.T.B.F. ne relève pas du régime prévu pour les entreprises visées à l'article 12, § 1er, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

L'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises lui est applicable, à l'exception des articles 1er, 37, 41 à 45 et 46 bis.

Art. 13. Le conseil d'administration de la R.T.B.F. détermine, sous l'approbation de l'Exécutif et dans le respect du chapitre II de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises :

- 1° les règles d'évaluation permettant l'établissement de l'inventaire visé à l'article 10, alinéa 1er;
- 2° les règles de constitution et d'ajustement des amortissements;
- 3° les règles de réduction de valeurs et de provisions pour risques et charges;
- 4° les règles de réévaluation.

Ces règles sont actées dans le livre prévu à l'article 10, alinéa 4. Elles sont résumées dans l'annexe. Le résumé doit être suffisamment précis pour permettre d'apprécier les méthodes d'évaluation adoptées.

Art. 14. La R.T.B.F. présente annuellement, en exécution des dispositions de l'article 6 de la loi du 16 mars 1954 :

1° Le compte d'exécution du budget, consistant en la comparaison entre d'une part, le solde des comptes apparaissant dans la balance sous les rubriques charges et produits visés à l'article 1er, alinéa 1°, et d'autre part, les crédits prévus au budget tel que défini à l'article 1er, alinéa 1°;

2° Un bilan, un compte de résultats, ainsi que l'annexe, dont la présentation est régie par l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises. Ces documents forment un tout.

3° Les documents visés aux alinéas 1° et 2° accompagnés d'une balance définitive sont produits en cinq exemplaires au Ministre dont l'organisme relève. Ce dernier en transmet trois exemplaires au membre de l'Exécutif qui a les Finances dans ses attributions lequel en adresse deux exemplaires à la Cour des Comptes.

L'Exécutif peut déterminer des règles particulières de publicité des comptes annuels de la R.T.B.F. et prévoir leur dépôt dans un délai qu'il fixe, prenant cours à la date de la clôture de l'exercice, même si la procédure de contrôle et d'approbation à laquelle les comptes annuels sont soumis, n'est pas encore terminée. Dans ce cas, il est explicitement signalé que la procédure en cause n'est pas encore terminée.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 15. Sont abrogés, pour ce qui concerne la R.T.B.F. :

1° l'arrêté royal du 7 mars 1954 portant règlement général sur le budget et la comptabilité des organismes d'intérêt public visés par la loi du 7 mars 1954, modifié par l'arrêté royal du 19 février 1959;

2° l'arrêté ministériel du 28 mai 1971 portant règlement des amortissements des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge;

3° l'arrêté ministériel du 5 novembre 1979 portant règlement des inventaires de la Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1990.

Bruxelles, le 26 juillet 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française:

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 2789

26 JULI 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels betreffende de vorm en de inhoud van de begrotingen en betreffende de boekhouding van de « Radio-Télévision de la Communauté française (R.T.B.F.) »

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 7; gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1957;

Gelet op het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) », inzonderheid op de artikelen 21 en 22, lid 3;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector en het toezicht over de R.T.B.F. behoren;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 16 juli 1990 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *De begroting*

Artikel 1. De begroting van de « Radio-Télévision de la Communauté française (R.T.B.F.) » bestaat uit :

1° De akte waarbij de R.T.B.F. een schatting maakt van al haar ontvangsten en van al haar uitgaven, ongeacht hun herkomst en oorzaak, in de loop van het jaar waarvoor de akte is opgesteld.

2° Het investeringsplan waarbij machtiging wordt gegeven tot al haar vastleggingen voor investering en waardoor de last van de afschrijving van de goederen waarvan de aankoop tijdens het lopende boekjaar voorzien is, wordt verantwoord.

3° Het thesaurieplan met betrekking tot bedoeld begrotingsjaar.

Een algemeen overzicht, waarin de hoofdlijnen van de werkzaamheden van de R.T.B.F. voor bedoeld jaar worden vastgelegd, wordt bij de begroting gevoegd.

Onder ontvangsten wordt verstaan, al de opbrengsten vermeld onder klasse 7 van de minimumindeling van het algemeen rekeningstelsel bepaald in de bijlage van het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningstelsel.

Onder uitgaven wordt verstaan, al de kosten vermeld onder klasse 6 van hetzelfde plan.

Art. 2. De begrotingsaanrekening wordt gestaafd met het stuk dat het bestaan en de omvang van de verrichting vaststelt.

Art. 3. De ramingen voorzien in het opbrengstentabel van de begroting, zijn niet limitatief ten opzichte van de te innen opbrengst.

De opbrengsten moeten worden aangerekend op de rubrieken en onderrubrieken naast welke ze moeten worden ingeschreven.

Art. 4. De op de kostentabel gevraagde kredieten beperken de kosten tot het vastgelegde totaal bedrag.

De kosten moeten worden aangerekend op de rubrieken en onderrubrieken naast welke ze worden gemaakt.

Art. 5. Wanneer de Raad van de Franse Gemeenschap, in het ontwerp van begroting van de Gemeenschap, een krediet wijzigt dat uitgetrokken is ten bate van de R.T.B.F., wordt de begroting van de R.T.B.F. door haar beheersorganen herwerkt om met die wijzigingen rekening te houden; deze organen leggen aan de Minister die de toezichtmacht uitoefent de begroting ter goedkeuring opnieuw voor binnen de termijn van een maand te rekenen vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het decreet tot wijziging van het krediet.

HOOFDSTUK II. — *Het voeren van de boekhouding*

Art. 6. De R.T.B.F. moet een aan de aard en de omvang van haar activiteiten aangepaste boekhouding voeren. Deze boekhouding moet al haar verrichtingen, haar tegoeden en rechten van alle aard, al haar schulden, verplichtingen en verbintenissen van alle aard omvatten.

Art. 7. De boekhouding wordt gevoerd aan de hand van een boeken- en rekeningstelsel, overeenkomstig de gebruikelijke regels van het dubbel boekhouden.

De verrichtingen worden zonder uitstel, getrouw, volledig en naar tijdsorde ingeschreven in een ongesplitst dagboek of in een hulpdagboek, al dan niet gesplitst in bijzondere hulpdagboeken. Ze worden methodisch ingeschreven in of overgebracht naar de rekeningen waarop ze betrekking hebben.

Al de bewegingen geboekt tijdens de periode in het ongesplitst hulpdagboek of in de bijzondere hulpdagboeken, worden ten minste eenmaal per maand voor recapitulatie in een centraal boek opgenomen.

Deze recapitulatieboeking omvat hetzij het totaal van de boekingen in de gezamenlijke hulpdagboeken, uitgesplitst volgens de algemene rekeningen of de samenvattende rubrieken bepaald in het rekeningstelsel van de R.T.B.F., hetzij, wanneer de R.T.B.F. een boekhouding voert waarbij de aantekening tegelijk in de hulpdagboeken en op de betrokken rekeningen geschiedt, het totaal van de boekingen in elk van die hulpdagboeken.

De geopende rekeningen worden nader bepaald in een rekeningstelsel dat aan de activiteiten van de R.T.B.F. aangepast is. Dit stelsel wordt doorlopend gevoerd op de zetel van de R.T.B.F.

Art. 8. Het bij artikel 7 bedoelde rekeningstelsel moet worden ingericht en genummerd overeenkomstig de minimumindeling van het algemeen rekeningstelsel gevoegd bij het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningstelsel.

De omschrijving van de rekeningen van het algemeen rekeningstelsel mag worden aangepast aan de bijzondere aard van de activiteiten, van het vermogen en van de opbrengsten en kosten van de R.T.B.F.

De rekeningen die erin bepaald zijn en die voor de R.T.B.F. niet dienstig zijn, moeten niet in haar rekeningstelsel voorkomen.

Art. 9. Elke boeking wordt gestaafd met een gedagtekend verantwoordingsstuk, waarnaar zij moet verwijzen.

Art. 10. Op 31 december verricht de R.T.B.F., met goede trouw en voorzichtigheid, de opnemingen, verificaties, onderzoeken en waarderingen die nodig zijn om een volledige inventaris op te maken van haar tegoeden en rechten van alle aard, van haar schulden, verplichtingen en verbintenissen van alle aard, met betrekking tot haar activiteiten alsook van de eigen middelen die daaraan zijn besteed.

Deze inventaris heeft dezelfde indeling als het rekeningenstelsel van de R.T.B.F.

Nadat de rekeningen in overeenstemming zijn gebracht met de gegevens van de inventaris, worden zij samengevat in een beschrijvende staat, die de jaarrekening vormt.

De jaarrekening en de inventarisstukken tot staving ervan worden overgeschreven in een boek; de stukken die wegens hun omvang bezwaarlijk kunnen worden overgeschreven, worden in dat boek samengevat en erbij gevoegd.

Art. 11. § 1. De boeken worden naar tijdsorde bijgehouden, zonder enig wit vak of enige weglating. In geval van correctie moet de oorspronkelijke inschrijving leesbaar blijven.

§ 2. De boeken en dagboeken worden op zodanige wijze gehouden dat hun materiële continuïteit alsook de regelmatigheid en de onveranderlijkheid van de boekingen verzekerd worden.

Zij kunnen worden gehouden in registervorm, op losse bladen of op enige andere geschikte drager; indien deze drager evenwel geen zekerheid biedt voor de onaantastbaarheid van de opgenomen gegevens, moet er ook akte worden genomen van deze gegevens in een schriftelijk document dat onmiddellijk begrijpbaar is.

§ 3. De boeken en dagboeken worden geïncasseerd en geparafeerd door de bedrijfsrevisor(en) belast met de opdracht bedoeld bij artikel 13 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

§ 4. De R.T.B.F. is ertoe verplicht haar boeken ten minste zo lang te bewaren als voorgeschreven door het koninklijk besluit van 25 november 1952 dat de termijnen bepaalt na dewelke de bij het Rekenhof neergelegde archieven mogen worden vernietigd.

Art. 12. De R.T.B.F. is niet onderworpen aan het stelsel bepaald voor de ondernemingen bedoeld bij artikel 12, § 1, van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen.

Het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, is op haar toepasselijk, met uitzondering van de artikelen 1, 37, 41 tot 45 en 48bis.

Art. 13. De raad van bestuur van de R.T.B.F. bepaalt, mits goedkeuring van de Executieve en met inachtneming van hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen :

- 1° de waarderingsregels voor het opmaken van de bij artikel 10, lid 1, bedoelde inventaris;
- 2° de regels voor de vorming en de aanpassing van afschrijvingen;
- 3° de regels voor de waardeverminderingen en de voorzieningen voor risico's en lasten;
- 4° de herwaarderingsregels.

Van deze regels wordt akte genomen in het bij artikel 10, lid 4, bedoelde boek. Zij worden in de bijlage samengevat. De samenvatting moet nauwkeurig genoeg zijn om de aangenomen waarderingsregels te kunnen beoordelen.

Art. 14. Ter uitvoering van de bepalingen van artikel 6 van de wet van 16 maart 1954, legt de R.T.B.F. jaarlijks de volgende bescheiden voor :

1° de rekening tot uitvoering van de begroting, bestaande in de vergelijking tussen enerzijds het saldo van de rekeningen dat in de balans voorkomt onder de rubrieken « kosten » en « opbrengsten » bedoeld bij artikel 1, lid 1°, en anderzijds, de kredieten uitgetrokken op de begroting zoals bepaald in artikel 1, lid 1°;

2° een balans, een resultatenrekening en de toelichting, waarvan de voorstelling bepaald is bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen. Deze bescheiden vormen een geheel;

3° De bij de leden 1° en 2° bedoelde bescheiden, samen met een definitieve balans, worden in vijfvoud overgelegd aan de Minister van wie de instelling afhangt. Deze laatste zendt er drie exemplaren van aan het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de financiën behoren, dat twee exemplaren naar het Rekenhof stuurt.

De Executieve kan bijzondere regels bepalen voor de openbaarmaking van de jaarrekening van de R.T.B.F. en voorschrijven dat ze moet worden neergelegd binnen een door haar vast te stellen termijn, ingaande op de datum waarop het boekjaar wordt afgesloten, zelfs indien de controle- en goedkeuringsprocedure waaraan de jaarrekening onderworpen is, nog niet afgelopen is. In dit geval wordt uitdrukkelijk vermeld dat die procedure nog niet afgelopen is.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 15. Voor wat de R.T.B.F. betreft, worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 7 april 1954 houdende algemeen reglement op de begroting en de comptabiliteit van de bij de wet van 16 maart 1954 bedoelde instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 februari 1959;

2° het ministerieel besluit van 26 mei 1971 houdende regeling van de afschrijvingen van de Instituten van de Belgische Radio en Televisie;

3° het ministerieel besluit van 5 november 1979 houdende regeling van de inventarissen van de « Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française ».

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1990.

Brussel, 26 juli 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX